MONDE

La gauche et l'islamisme : même

Les mouvements contestataires qui ont réussi, en 2011, à modifier la carte politique du monde arabe avaient surpris et étonné les acteurs traditionnels et les analystes, autant par leur caractère populaire consensuel que par leur indépendance vis-à-vis des partis, avant d'être contrariés et régulés, au nom de la raison d'Etat et des équilibres régionaux, par le biais du jeu légaliste des élections et de l'action souterraine des grandes puissances étrangères.

Par Badre'Eddine Mili

Toutes les classes sociales opposées aux régimes en place, y compris les classes moyennes et même la bourgeoisie nationale anti-compradore, en particulier en Egypte où la tradition capitaliste remonte à Mehmet Ali, s'y sont fondues, en compagnie de toutes les chapelles religieuses et des forces porteuses de projets de société, apparemment antinomiques, mais réunies, par l'événement, derrière des drapeaux multicolores, des portraits de révolutionnaires et des milliers de dazibaos rafraîchis aux couleurs de Facebook, YouTube et Twitter, autour d'une revendication fondamentale commune : la fin de la dictature et de l'autoritarisme liberticide. Un an après, ces mouvements ont engendré, dans certains pays, des alliances qui ont conduit à la mise en place de gouvernements de coalition entre formations islamistes et formations de gauche, à l'issue d'élections libres exemplaires. Bien que certains protagonistes aient qualifié ce type de dénouement de tentative de dévoiement et de confiscation, il n'en demeure pas moins qu'il pose des questions qui méritent un examen sans parti pris.

S'agit-il, là, d'un rapprochement dicté par une tendance politico-civilisationnelle lourde répondant à une prise de conscience et à une demande sociale arrivée à maturation ? Ou bien, en revanche, ne sommes-nous, là, qu'en présence d'un effet de conjoncture qui sert des approches politiciennes tactiques cachant des stratégies inavouables ?

Dans l'état actuel des choses, il est difficile de répondre à ces interrogations par l'affirmative et ou par la négative tant le phénomène n'a pas encore revêtu le caractère d'une règle générale et que les exemples survenus sont particuliers et différenciés par l'inégalité des équations économiques et historico-culturelles propres à chaque pays.

Dans tous les cas, cet état de fait inédit pousse les observateurs objectifs que nous sommes à aller en chercher les raisons, loin dans l'Histoire et plus en profondeur dans les structures matérielles et mentales des sociétés réelles. Il nous conduit à aller plus en avant dans le questionnement du passé et du présent qu'il suggère et à exposer, en toute objectivité, les termes dans lesquels il est formulé aussi bien pour la gauche laïque que pour l'islamisme qui se sont bien connus et souvent combattus depuis près d'un siècle. Pour avoir accepté de faire partie d'un même gouvernement et conclu ce mariage de la carpe et du lapin, il aurait fallu que l'un et l'autre aient réussi à faire bouger les lignes rouges qui les séparaient.

L'islamisme est-il parvenu à un stade d'évolution suffisamment avancé pour intégrer les exigences de la modernité dans sa représentation de l'individu et du monde et pour renouer avec l'esprit scientifique d'Ibn Rochd et d'Ibn Khaldoun qui fit la gloire de la civilisation musulmane au lieu de chercher, vainement, à ressusciter les vieux démons du salafisme négateur des libertés ?

Et de son côté, la gauche laïque est-elle, désormais, prête à admettre que l'islam est une constante intransgressible de l'anthropologie des sociétés musulmanes qui transcende ce que des historiens appellent «les parenthèses du colonialisme et de la fausse laïcité des systèmes autoritaristes corrompus qui lui ont succédé au nom du nationalisme».

Les élites de l'un et de l'autre pôle auraient-elles, ainsi, débouché, comme le disait Raymond Aron, à un point de convergence contre les dictatures, tel qu'il leur permettrait d'imaginer, de concert, des voies de sortie de la crise politico-civilisationnelle à laquelle les peuples arabo-musulmans sont confrontés depuis la chute de l'Empire ottoman ?

Et qu'au-delà des calculs politiciens étroits et de la tentation de la composition et du compromis liés au court terme, seraient-elles prêtes à concevoir, ensemble, derrière leur forte aspiration au changement et sans interférence extérieure, un projet de gouvernance démocratique en rupture avec l'ordre ancien ?

A première vue et connaissant les préjugés et les méfiances tenaces qui persistent chez les uns et les autres, pareil challenge s'apparenterait à une gageure et à un défi difficilement surmontables.

Pourtant, là où le changement est intervenu, sous une forme violente ou habilement géré par le pouvoir séculier, des pas importants ont été accomplis susceptibles d'être passés au sas de l'investigation scientifique, compte tenu de leur potentiel d'influence sur le cours des événements à venir. Pour défricher un terrain qui pourrait réserver, ultérieurement, bien des surprises, c'est autant aux ressources de la sociologie et de l'anthropologie qu'à celles de la science politique et de l'histoire qu'il faudrait avoir recours.

Si l'on reconstitue, de ce point de vue, les principales étapes de la genèse et du parcours des formations de gauche et des formations islamistes tels qu'ils se sont produits dans le monde arabo-musulman, tout au long du siècle précédent, que découvrons-nous ? En vérité beaucoup de données connues mais tombées dans un oubli qu'il faut s'empresser de dépoussiérer pour bien comprendre les situations qui nous interpellent aujourd'hui.

1 - La gauche est une réalité politique très ancienne de l'histoire des pays arabo-musulmans. Elle est apparue, au plus fort de l'occupation coloniale et des protectorats, et fut la résultante des luttes nationales et sociales très rudes que la paysannerie pauvre, la classe ouvrière et le sous-prolétariat ont mené contre le pacte colonial et l'économie de traite ainsi que contre la féodalité et la bourgeoisie compradore alliées au colonialisme et à l'impérialisme occidentaux.

Cette gauche, constituée de partis communistes ou de partis progressistes, activant sous différentes appellations, s'implanta là où les conditions l'avaient permis, dans des pays connus pour l'ancienneté de leur capitalisme manufacturier comme l'Egypte, l'Iran et l'Algérie ou dans des pays connus pour être d'importants comptoirs commerciaux comme le Liban, la Syrie, la Palestine, le Yémen du Sud et la Tunisie auxquels il faut ajouter des pays occupant des positions charnières dans la géostratégie mondiale tels que le Soudan, l'Afghanistan et l'Indonésie.

Alliés de l'Union soviétique, ces partis prirent part, à des degrés divers, au combat anticolonial, puis à l'instauration du socialisme, après l'indépendance, et ce, à l'intérieur ou à la périphérie des pouvoirs dirigés, en général, par les partis nationalistes.

Certains d'entre eux avaient, en effet, fait partie de coalitions gouvernementales, notamment en Irak sous la présidence du général Hassan El-Bakr aux côtés du parti Baâth et du Parti populaire kurde ; en Syrie, le parti de Khaled Baghdache soutenait le triumviral marxisant d'El-Atassi, Zouayen et Makhos et en Indonésie, les communistes activaient sous la protection de Soekarno, évincé, à cause de cela, en 1965, par le général Suharto.

Au Yémen du Sud, les marxistes ont été jusqu'à prendre la tête du gouvernement, à part entière, sous la direction de Abdelfattah Ismaël avec le même appui que le Kremlin consentira plus tard au parti de Babrak Karmel pour s'installer aux commandes de l'Afghanistan.

Le PAGS, successeur du PCA interdit en 1964 par le président Ahmed Ben Bella, préconisait, lui, le soutien critique au gouvernement du président Houari Boumediene qui l'avait tenu en suspicion jusqu'au lancement des trois révolutions, à partir de 1972. Le FPLP de Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmah occupa aux côtés du Fatah de Yasser Arafat une place d'avant-garde dans le combat contre Israël, notamment après Septembre noir, quant au Liban, le parti communiste dirigé par El-Hawi, assassiné ces dernières années, juste après le Premier ministre El-Hariri, joua longtemps le rôle d'une force populaire anti-sioniste aux côtés du Parti progressiste de Kamel Djoumblat à l'instar du Parti de la liberté et du socialisme de Ali Yata, toléré par le Makhzen marocain en raison de la force de sa base ouvrière structurée au sein de l'UMT de Ben Mahjoub.

Le PC tunisien, traqué par le Néo-Destour, n'eut, quant à lui, de répit, dans la clandestinité, que pendant la brève expérience socialiste tentée par Ahmed Ben Salah, l'omnipotent ministre de l'Economie des années 1970, vite limogé par le président Bourguiba pour crime de lèse-majesté idéologique.

Le Parti communiste soudanais accusé de complot par le général Numeïry fut, pour sa part, laminé, malgré sa toute-puissance organique et populaire et ses dirigeants pendus après avoir été livrés par la Libye du colonel Khadhafi où ils avaient cru pouvoir trouver refuge.

La force de ces partis résidait dans l'entrisme de leurs élites dont ils avaient fait un moyen de pression efficace en s'appuyant sur les milieux intellectuels, syndicaux et médiatiques et bien entendu sur la proximité qu'ils entretenaient avec le camp socialiste et le Kominform qui les faisaient balancer entre l'allégeance due à l'internationalisme et les positionnement nationaux qu'ils s'efforçaient de prendre dans leurs pays respectifs pour marquer leur relatif ancrage, d'où de fréquents conflits avec les pouvoirs en place qui se terminaient, souvent, par la répression et les massacres comme ce fut le cas pour le Parti communiste indonésien réduit à néant et pour le Toudeh, le Parti communiste iranien, déclencheur de la révolution contre le Shah et victime expiatoire de l'ayatollah Khomeiny, une fois installé à la tête de la république islamique.

L'*infitah*, le bazar du libéralisme sauvage, conforté par le triomphe de la révolution en Iran, l'essor du wahhabisme saoudien et de la défaite de l'Union soviétique en Afghanistan, sonna le glas de la gauche dans le monde arabo-musulman pour céder le pas à une autre configuration sociopolitique, au sein de laquelle les mouvements religieux allaient occuper une place de plus en plus visible, parfois combattus, parfois instrumentalisés selon les intérêts du moment.

2 - L'islamisme, comme idéologie et système de gouvernance communautaire où le pouvoir temporel obéit aux exigences du dogme religieux n'est, certes, pas né d'hier. Il est contemporain du khalifat instauré à la mort du Prophète. Après le rayonnement universel que l'islam connut, vinrent les périodes de l'*inhitat,* de la chute de la Sublime Porte, de la colonisation, des protectorats et du reflux qui le réduisirent à la répression et à la clandestinité jusqu'à la Nahda qui lui insuffla une nouvelle âme grâce à l'œuvre réformatrice titanesque signée par Mohamed Abdou, El-Afghani, Rachid Rédha, Chakib Arslane, Ali Djinah et Abdelhamid Ben Badis, lesquels avait pris la mesure des défis auxquels faisaient face les peuples d'Orient allant jusqu'à instaurer un dialogue avec l'Eglise catholique à travers ses épigones les plus éclairés et les plus ouverts, saint Augustin et saint Thomas d'Aquin.

Ils partirent en guerre contre les atavismes, le charlatanisme et l'interprétation tendancieuse de la révolution et remirent au goût du jour la quête du savoir et de la science, de la même façon que le Japon du Meiji, la Chine de Sun Yat Sen et l'Inde du Mahatma Ghandi marquèrent la rupture avec les schèmes de la pensée traditionnelle impuissante à fournir les moyens de l'émancipation et donnèrent le départ à des révolutions qui, tout en empruntant à l'Occident ses référents technologiques et sa démocratie, s'employèrent à moderniser leur système d'éducation sans renoncer à l'essentiel de leur identité civilisationnelle.

Malheureusement, là où ces résurrections des peuples d'Orient ont arraché leur visa pour le développement, parfois au prix de très lourds sacrifices humains et matériels consentis dans des guerres injustes, la Nahda buta sur la résistance des pesanteurs de la scolastique et de la tradition qui firent capoter le mouvement réformiste musulman dont le seul gain collatéral fut la division du sous-continent indien et l'émergence à la fin des années 1940 du Pakistan de Ali Djinah en tant qu'Etat islamique indépendant, éternel adversaire de l'hindouisme.

> ***La gauche est une réalité politique très ancienne de l'histoire des pays arabo-musulmans.***

> ***Le PAGS, successeur du PCA interdit en 1964 par le président Ahmed Ben Bella, préconisait, lui, le soutien critique au gouvernement du président Houari Boumediene qui l'avait tenu en suspicion jusqu'au lancement des trois révolutions, à partir de 1972.***

> ***Malheureusement, là où ces résurrections des peuples d'Orient ont arraché leur visa pour le développement, parfois au prix de très lourds sacrifices humains et matériels consentis dans des guerres injustes, la Nahda buta sur la résistance des pesanteurs de la scolastique et de la Tradition qui firent capoter le mouvement réformiste musulman.***